



Pouvoir Adjudicateur :

**Université de Bretagne Occidentale
Présidence - Service de la Commande Publique
3, rue Matthieu Gallou - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3
Télécopie : 02.98.01.60.01**

Accord-cadre de travaux

ACCORD CADRE N°2025-121 ACM

C.C.T.P.

Travaux de désamiantage et déplombage

SOMMAIRE

I Généralités	1
I.1 Objet du dossier.	1
I.2 Qualifications Professionnelles requises.....	1
I.3 Délais d'exécution sur le site	1
I.4 Travaux sous-traités.....	1
I.5 Hygiène et Sécurité.....	2
I.6 Identification des salariés	2
I.7 Accès aux locaux.....	2
I.8 Règles d'exécution générales.	3
I.9 Démarches et autorisations	3
I.10 Obligations du titulaire.	3
I.11 Bruits de chantier.	3
I.12 Canalisations et câbles éventuellement rencontrés.....	3
I.13 Installation de chantier.	3
I.14 Conditions de livraison et stockage.....	4
I.15 Protection des ouvrages, travaux divers à la charge du titulaire	4
I.16 Nettoyage et Remise en état des lieux	4
II Travaux de désamiantage.....	5
II.1 Définition des ouvrages.	5
II.2 Documents généraux de référence	5
II.3 Documents à fournir	6
II.4 Définition des prestations	8
III Travaux de déplombage	10
III.1 Définition des ouvrages.	10
III.2 Documents généraux de référence	11
III.3 Documents à fournir	11
III.4 Définition des prestations	14
IV Présentation des offres – accord cadre	15
V Marché subséquent.....	15
V.1 Dossier de consultation	15
V.2 Présentation des offres.....	16

I Généralités

I.1 Objet du dossier.

Le présent dossier concerne les travaux de désamiantage et déplombage sur les campus universitaires de l'Université de Bretagne Occidentale (sites de Brest, Quimper, Morlaix) et des INSPE de Bretagne (Saint Briec, Vannes et Rennes)

Ces Bâtiments sont des ERP (Établissement Recevant du Public).

Le présent C.C.T.P n'a pas un caractère limitatif - Le candidat doit prévoir l'ensemble des opérations indispensables à l'accomplissement de la mission, prévues ou non au dossier, conformément à la réglementation de la profession et ce sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration de prix pour raison d'omission étant entendu que le candidat s'est rendu compte, après avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation et s'être rendu sur site, de l'importance et de la nature des tâches à effectuer et qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis dans le présent document.

I.2 Qualifications Professionnelles requises

L'entreprise devra joindre l'ensemble de ces certificats valides, l'autorisant à réaliser des travaux de désamiantage, conformément à l'arrêté du 25 juillet 2022 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Il joindra également les habilitations concernant la formation plomb des opérateurs, conformément à l'article R 4412-87, du code du travail

I.3 Délais d'exécution sur le site

Lors de chaque marché subséquent, les candidats devront indiquer dans leurs offres, à partir de quelle date, ils pourraient réaliser les travaux après l'émission de leur plan de retrait.

Cependant, le « jour J0 » de commencement du calendrier des travaux dépendra de la date de mise à disposition des locaux par l'université, aux entreprises.

Le « jour J0 » sera signalé au titulaire par l'envoi d'un mail avec accusé de réception par l'Université, indiquant la date de commencement du planning prévisionnel.

Le planning prévisionnel d'exécution et la date de commencement de chantier seront validés par le titulaire, pour chaque chantier, par retour de mail dans un délai maximal de 7 jours à réception du mail. L'absence de retour dans le délai requis vaudra par défaut acceptation sans réserve

Le titulaire devra signaler au Maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, les problèmes susceptibles de se poser avant de commencer ses travaux.

Il doit s'assurer de transmettre son plan de retrait concernant les travaux de désamiantage dans les délais réglementaires, avant l'établissement du calendrier des travaux et en respectant les dates d'intervention indiquées dans son offre.

Aucun retard d'intervention ne pourra être invoqué par la suite, du fait du non-respect du délai d'envoi du plan de de retrait, par rapport au planning des travaux.

Le titulaire devra être représenté à tous les rendez-vous de chantier après convocation sur compte-rendu, sous peine d'application des pénalités définies au CCAP.

Les décisions prises en réunion de chantier seront à respecter impérativement, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération

I.4 Travaux sous-traités

Dans le cas où il est prévu dans le marché des travaux pour lesquels l'entreprise titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle requise, les travaux concernés devront être sous-traités à une entreprise possédant cette qualification.

Le choix du sous-traitant devra être soumis au maître d'ouvrage pour acceptation.

Cette sous-traitance se fera dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur à ce sujet.

Le sous-traitant devra se conformer à l'ensemble des prescriptions décrites dans le présent marché

Le candidat devra indiquer dans son offre si la totalité des prestations demandées seront réalisées par l'entreprise ou alors il sera fait appel à de la sous-traitance

I.5 Hygiène et Sécurité

En matière d'Hygiène et Sécurité, le titulaire devra respecter toutes les prescriptions légales en vigueur, en particulier :

- l'application du décret n°92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- l'application du Décret N° 2004-924 du 01 Septembre 2004 et NF EN 1298 (NF P 93-511) concernant l'installation des échafaudages, la mise en place des garde-corps, Etc. ...

Le titulaire s'engage à respecter la législation en vigueur pour assurer la sécurité des biens et des personnes au cours de l'exécution de ses prestations.

Pour tous les chantiers de désamiantage ou de déplombage, une coordination SPS sera mise en place, conformément aux articles R-4532 du code du travail.

Dans le cadre de cette coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), par le titulaire, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Les sous-traitants qui auront fait au préalable l'objet d'une acceptation par le Maître d'Ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement dans le respect de l'article L2193-1 du Code des Marchés Publics seront tenus de réaliser une inspection commune préalable. Cette dernière sera réalisée en présence du titulaire « rattaché » à la sous-traitance.

Dans tous les cas, les plans particuliers devront être remis au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), avant le début des travaux. Par ailleurs, ils seront au besoin corrigés par le titulaire sur la base des observations faites par le CSPS dans un délai ne pouvant excéder 5 jours ouvrés à réception de la demande.

D'autre part, avant toute intervention pour travaux par points chauds (meulage, etc...), un permis feu devra être établi entre le titulaire et la Direction Patrimoine de l'Université.

I.6 Identification des salariés

L'entreprise devra mettre à disposition de ses salariés (titulaire, intérimaires, etc...) un moyen d'identification rapide et visuel de l'entreprise - Celui-ci devra comporter à minima la raison sociale de l'entreprise.

Conformément aux articles R8294 – 5 à 7 du code du travail et du décret n° 2016-175 du 22 février 2016, les salariés de l'entreprise et de ses sous-traitant devront être en capacité de présenter leur « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics », au maître d'ouvrage, aux organismes de contrôle ou à l'inspection du travail, lors de leurs interventions au sein de l'Université.

I.7 Accès aux locaux

Les clés permettant l'accès aux locaux concernés par les prestations seront remises au titulaire qui s'engage à ne les utiliser que dans le cadre strict de sa mission, à ne pas les reproduire, et à les restituer à la fin du chantier.

En cas de perte ou de vol, le titulaire pourvoira au remplacement de l'ensemble des serrures gérées par la clé perdue, selon l'organigramme fourni par l'Université

Des badges d'accès aux parkings de l'Université seront mis à disposition du titulaire, qui s'engage à ne les utiliser que dans le cadre strict de sa mission et à les restituer à la fin du chantier.

I.8 Règles d'exécution générales.

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible, selon les meilleures techniques et pratiques en usage (notamment celles définies dans les guides ED6091 et ED6374 – INRS – dernière version).

Il sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et la réglementation en vigueur.

Il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

I.9 Démarches et autorisations

Il appartiendra au titulaire d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaire à la réalisation des travaux.

Concernant les travaux de désamiantage, il devra impérativement transmettre un mois avant le début des travaux, le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, à l'Inspection du Travail, aux Services de Prévention des Organismes de Sécurité Sociale et à l'Organisme Professionnel de Prévention dans le Bâtiment et les Travaux Publics.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

I.10 Obligations du titulaire.

Le Titulaire devra respecter tous les règlements, normes DTU et décrets généraux ou particuliers, applicables aux travaux du marché, français et européen.

Il devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ses travaux.

Le titulaire assurera sous sa responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des ouvrages voisins et devra être titulaire d'une assurance spéciale, couvrant les risques aux existants pendant toute la durée du chantier.

Par ailleurs, le titulaire devra réparer à ses frais, toutes dégradations de son fait causées aux ouvrages existants.

I.11 Bruits de chantier.

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.

I.12 Canalisations et câbles éventuellement rencontrés.

Dans le cas de rencontre de réseaux en service lors de l'exécution de ces travaux de démolition ou de carottages, toutes les dispositions seront prises par le titulaire pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés.

Le titulaire devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

I.13 Installation de chantier.

Le titulaire aura à sa charge, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements d'installation de chantier et de sécurité, entre autres :

- toutes les barrières, échafaudage, garde-corps et autres protections nécessaires.
- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps, selon le cas.
- la signalisation de jour et de nuit.
- tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur (code du travail, ...), concernant la protection contre les chutes du personnel amené à travailler et à circuler sur le chantier.

Avant toute intervention, le titulaire devra définir le type de sécurité qu'il se propose de mettre en œuvre et le soumettre pour avis au maître d'œuvre ainsi qu'au service prévention de l'Université ou au coordinateur

SPS désigné par l'Université.

Ces dispositions feront l'objet d'une proposition écrite au maître d'œuvre et/ou à la Direction Patrimoine de l'Université ou au coordinateur SPS.

I.14 Conditions de livraison et stockage

Lors de ces chantiers, le titulaire devra assurer le stockage de ces produits et matériels dans le respect de la réglementation en vigueur.

Leur quantité sera limitée aux quantités requises pour réaliser le chantier.

Suivant les possibilités sur le chantier, l'Université pourra mettre à disposition du titulaire des locaux ou zones de stockage

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par l'Université et aux frais du titulaire.

L'ensemble des moyens de manutention pour la livraison des équipements et fournitures, étant inclus de manière forfaitaire dans le montant de l'offre remis par le candidat, le titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas faire valoir des frais complémentaires.

I.15 Protection des ouvrages, travaux divers à la charge du titulaire

Lors de ces interventions (dépose existant, livraison, mise en œuvre, etc...) sur le site, le titulaire devra la protection de l'ensemble des ouvrages du site (sols, murs, cloisons, portes, etc...) où il intervient, par tout moyen de protection approprié.

Le titulaire sera tenu de réparer à ses seuls frais toutes dégradations de son fait causées aux ouvrages existants.

Préalablement à l'intervention du titulaire pour réaliser sa prestation, un état des lieux contradictoire sera réalisé en présence du Maître d'Ouvrage.

Protection des ouvrages finis :

Tous les ouvrages du titulaire qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés jusqu'à la réception.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le titulaire, à ses frais.

I.16 Nettoyage et Remise en état des lieux

Nettoyage en cours de chantier

Le titulaire devra maintenir quotidiennement pendant la durée de ces travaux, l'ordre du chantier et de ses abords par le rangement de son matériel, l'enlèvement des gravats, déchets et emballages vides, matériels déposés non récupérés, etc...

La poussière devra être aspirée et non balayée.

Le titulaire assurera lui-même l'enlèvement le transport et le tri des déchets, conformément à l'article 13 du présent CCAP.

Les frais de protection et de nettoyage des locaux, seront compris dans l'offre globale de prix.

Dans le cas où le titulaire tenterait de se soustraire à cette obligation, en dissimulant ses résidus, ou en ne se conformant pas strictement aux ordres du maître d'œuvre, celui-ci se réservera le droit de faire procéder, par tous les moyens à sa convenance, au nettoyage des lieux aux frais du titulaire.

Nettoyage en vue de la réception

Le titulaire devra réaliser le nettoyage complet des locaux concernés par le chantier avant réception des travaux :

- Nettoyage des salissures qui seront apparues sur les murs ou les menuiseries, à cause du chantier,
- Nettoyage des salissures ou poussières apparues sur les mobiliers, dues au chantier
- Nettoyage à l'aspirateur des revêtements de sol, des caniveaux techniques, des fonds d'armoires ou de tableaux des locaux, etc...où l'entreprise a travaillé,
- Nettoyage humide (serpillière, etc...) des revêtements de sols
- Etc.

II Travaux de désamiantage

II.1 Définition des ouvrages.

L'entrepreneur devra tous les travaux et fournitures figurant au présent descriptif pour la réalisation des prestations suivantes :

- Etablissement du plan de retrait ou de confinement d'amiante
- Présentation d'un mode opératoire prévu pour les interventions sur les matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante
- Dépose et évacuation de dalles de sol PVC à base de fibres d'amiante
- Dépose et évacuation de colle amiantée sous dalles de sols PVC sans fibre d'amiante ou carrelage
- Dépose et évacuation de colle amiantée sous dalles de sols PVC à base de fibres d'amiante
- Dépose et évacuation de colle amiantée sous plinthe carrelage
- Dépose et évacuation de peinture amiantée
- Réalisation de carottage traversant un matériau contenant de l'amiante (colle bitumineuse, dalles de sol, etc...)
- Evacuation des déchets en décharge spécialisée
- Remise d'un rapport de synthèse suite à l'intervention

Nota : Cette liste n'est pas exhaustive.

L'entreprise devra également prévoir tous les travaux d'entretien intérieur nécessaire à la remise en état des locaux et remettre à disposition une installation complète en parfait état de marche

Dans tous les cas, les ouvrages seront réalisés en conformité avec les Normes, Décrets et Règlements en vigueur au moment de l'exécution.

II.2 Documents généraux de référence

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent C.C.T.P est soumis aux prescriptions des documents suivants :

- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n°2013-594 du 5 Juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Code du travail, articles L 4121-1 à 5 suivants et R 4412-94 à R 4412-148
- Code du travail, article D 4153-28 et article D 4154-1
- Code de l'environnement, articles L 541-1 et suivants, R 541-7 et suivants
- Arrêté du 25 juillet 2022 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de VLEP aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatifs aux déchets dangereux
- Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- Circulaire n° 2005-18 UHC/QC2 du 22/02/05 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes
- Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit «arrêté TMD»)

- Règlement ADR : accord européen relatif aux transports internationaux des marchandises dangereuses par route

Et les différents normes et guides y afférents, notamment :

- NF X 46-010, Référentiel technique pour la certification des entreprises
- NF X 46-011, Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises
- NF X 43-050, Qualité de l'air — Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - Méthode indirecte
- NF X 43-269, Qualité de l'air — Air des lieux de travail — Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META — Comptage par MOCP
- NF X 46-021 Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis — Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante — Mission et méthodologie
- Guide ED 6091, Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante — Guide de prévention, INRS
- Guide ED 6028, Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets — Guide de prévention, INRS
- Guide ND 2137, Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante, INRS

II.3 Documents à fournir

Le titulaire devra établir tous les documents et études nécessaires à la réalisation de sa prestation, en particulier :

II.3.a Dossier d'exécution

Conformément à la législation en vigueur, particulièrement l'article R. 4412-133 du code du travail, le titulaire devra établir un plan de retrait, qui précisera notamment :

- La localisation de la zone à traiter ;
- Les quantités d'amiante manipulées ;
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- Le nombre de travailleurs impliqués ;
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128 ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119 ;
- Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97 ;
- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement à fin de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;

Ce plan sera transmis à l'Université de Bretagne Occidentale, pour information et approbation.

Après accord de l'Université et au minimum, un mois avant le début des travaux, le titulaire transmettra ce plan de retrait, à l'Inspection du Travail, aux Services de Prévention des Organismes de Sécurité Sociale et à l'Organisme Professionnel de Prévention dans le Bâtiment et les Travaux Publics.

Un exemplaire de ce plan de retrait sera également transmis à la direction patrimoine de l'Université, au coordonnateur SPS et bureau de contrôle désignés pour le chantier.

Le titulaire joindra à l'Université de Bretagne Occidentale, le certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante, précisant le nom de la société en charge de la réception et du stockage de ces déchets dangereux.

Les BSDA seront réalisés au format électronique et stockés sur l'application « trackdéchets ».

Avant le début des travaux, le titulaire devra, également, transmettre pour approbation de l'Université de Bretagne Occidentale :

- Les aménagements et protection de chantier qu'il envisage
- Les plans de ces installations de chantier
- Le bilan des puissances électriques dont il aurait besoin, ainsi que ces besoins en fluides (eaux, etc...)
- Les études et notes de calcul établies sur la base de la réglementation, des D.T.U, des règles de calcul et des normes applicables.

Le maître d'œuvre pourra lui demander toutes les justifications, documentations, échantillons, procès-verbaux d'essais qu'il jugera nécessaire

II.3.b Documents à tenir pendant la durée des travaux

Pendant la durée du chantier, le titulaire devra tenir à jour sur site, un registre de chantier contenant les documents suivants :

- Le plan de retrait
- Les plans et schémas concernant l'implantation du chantier, les locaux et équipements traités
- Les rapports des repérages avant travaux
- Les notices d'utilisation des matériels (extracteur d'air, masques, etc...)
- Les registres de vérification des installations et des matériels
- Les fiches de données de sécurité des produits utilisés
- La liste des numéros de téléphone des services de secours
- Le registre du personnel présent sur le chantier et des éventuels visiteurs
- Le registre d'affectation et d'entretien des appareils de protection respiratoire
- Le registre des filtres indiquant, par type de matériel les dates et heure de changement de chaque filtre
- Le registre des contrôles d'empoussièrement indiquant la nature et les dates des contrôles effectués pendant les travaux
- Le registre des déchets composés des documents d'acceptation préalable des déchets par les installations de traitement et les copies des BSDA ajoutés sur l'application « trackdéchets »
- ... et tous les documents dont la présence est nécessaire, conformément à la réglementation.

II.3.c Documents conformes à l'exécution

En fin de chantier, le titulaire établira un rapport final d'intervention contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux, en particulier :

- Le plan de retrait et ces éventuels avenants
- Le journal du chantier
- Les résultats des différents contrôles et analyses
- Le PV de l'examen visuel des surfaces traitées, réalisé par un organisme agréé
- Les certificats d'acceptation préalable des déchets
- Les certificats d'élimination des déchets
- Un plan faisant apparaître la zone amiantée traitée
- ... et tous les documents nécessaires suivant la réglementation

Les BSDA et BSDI des différents déchets seront consultables sur l'application « trackdéchets »

II.4 Définition des prestations

II.4.a Prestations à la charge du titulaire

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire devra :

- L'établissement du PRE et de tous les autres documents mis à sa charge par les pièces du marché et la législation en vigueur
- L'installation de chantier, notamment la délimitation de l'emprise du chantier par une clôture adaptée à la zone d'intervention et la pose d'une signalisation amiante aux abords et accès du chantier, selon la réglementation en vigueur.
- L'ensemble de cette installation sera à replier en fin de chantier.
- Tous les travaux préparatoires au retrait de l'amiante, ceux-ci devront respecter les objectifs suivants :
 - Assurer une installation de décontaminations, qui permet aux salariés de s'équiper et de se décontaminer dès les travaux préparatoires.
 - Eviter d'exposer à l'amiante, pendant les travaux, les salariés intervenants sur le chantier et les usagers du site
 - Délimiter et signaler, suivant la réglementation en vigueur, les zones dans lesquelles les mesures de protections sont à mettre en œuvre, suivant la nature des travaux
 - Isoler la zone d'intervention (notamment neutralisation des différents réseaux passant dans la zone traitée : ventilation, eau, électricité, etc...)
 - Ne pas contaminer les équipements et surfaces pendant la durée des travaux
 - Faciliter le nettoyage après enlèvement de l'amiante
 - Les dispositions pour l'isolement, le calfeutrement et le confinement varieront suivant le niveau d'exposition (niveaux 1 à 3) défini suite à l'évaluation des risques.

L'ensemble de ces travaux préparatoires seront décrits précisément dans le PRE

- Réaliser l'ensemble des contrôles et analyses fixés par la réglementation en vigueur, avant le début des travaux, pendant les travaux et à la restitution des locaux.

Un programme définissant la fréquence, le type et les objectifs de résultat des différents contrôles et analyses sera transmis à l'Université.

L'ensemble de ces contrôles devront être réalisés par un organisme agréé.

- Réaliser tous les travaux de désamiantage dans le respect de la réglementation en vigueur et suivant le mode opératoire adapté, au type de matériau contaminé

Ces travaux devront être réalisés en utilisant la solution technique, la mieux adaptée, ceci afin de limiter le plus possible les émissions d'amiante pendant la prestation

- Evacuer tous les déchets produits pendant la réalisation des travaux de désamiantage, au fur et mesure de leur production et les stocker dans une zone réglementée et sécurisée.

Préalablement à cet enlèvement, les déchets auront été triés, dans la zone confinée, afin d'éviter les mélanges des déchets et l'altération des conditionnements.

Les conditionnements devront être adaptés à la nature du déchet

- Eliminer ou stocker les déchets amiantés dans des installations autorisées par la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, à réceptionner des déchets amiantés.

- A la restitution des locaux, contrôler par un examen visuel minutieux la zone de travail, conformément à la norme NF X 46-021 et réaliser des mesures de niveau d'empoussièrement par la méthode META.

Ces contrôles et analyses devront être réalisés par un organisme agréé

- Les prestations et frais non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

II.4.b Restitution de la zone de chantier

Avant toute restitution et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, le titulaire effectuera :

- Un examen visuel minutieux de l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées
- Un nettoyage approfondi de la zone par aspiration avec un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité
- Une mesure du niveau d'empoussièrement
- La fixation des fibres éventuellement résiduelles sur les parties traitées

Les installations de chantier, le matériel, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

Il assure également le nettoyage final "avant livraison" pour les travaux qui le concernent, sans pour autant se substituer au nettoyage propre à chaque corps d'état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

II.4.c Réception des travaux

La réception des travaux sera réalisée lorsque la mesure de première restitution sera conforme aux exigences réglementaires

Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter à la réception et de fournir les résultats des dernières analyses indiquant l'absence de fibre d'amiante.

La réception comporte essentiellement :

- 1 - Le contrôle général de l'exécution de la prestation de désamiantage.
- 2 - Le contrôle des différentes analyses de mesure de taux d'empoussièrement, confirmant l'absence de fibres d'amiante
- 3 - La vérification du nettoyage de la zone d'intervention et le repli de l'installation de chantier
- 4 - La mise à disposition du rapport final d'intervention défini à l'article II-3-c

La réception n'est prononcée qu'après remise par l'entreprise du rapport final d'intervention comme défini à l'article II-3-c

Le titulaire respectera les modalités de réception des zones (mesure d'empoussièrement, contrôle visuel, etc.) pour l'ensemble des surfaces traitées et en prenant en compte les zones indépendantes aérauliquement.

D'une manière générale, les conditions de réception des installations ainsi que les garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement des travaux, devront être conformes à la loi du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Travaux de déplombage

III.1 Définition des ouvrages.

L'entrepreneur devra tous les travaux et fournitures figurant au présent descriptif pour la réalisation des prestations suivantes :

- Etablissement d'un plan d'organisation de chantier
- Présentation d'un mode opératoire prévu pour les interventions sur les matériaux ou appareils susceptibles de libérer du plomb, notamment (liste non exhaustive) :
 - Percement
 - Découpe
 - Dépose de peinture par ponçage et/ou burinage
 - Dépose de peinture par sablage/hydrogommage
 - Dépose de peinture par traitement chimique
 - Dépose de peinture par brossage métallique
 - Curage / Dépose de canalisation et ou éléments métalliques par découpe, dévissage...
- Evacuation des déchets en décharge spécialisée

- Remise d'un rapport de synthèse suite à l'intervention

***Nota :** Cette liste n'est pas exhaustive.*

L'entreprise devra également prévoir tous les travaux d'entretien intérieur nécessaire à la remise en état des locaux et remettre à disposition une installation complète en parfait état de marche

Dans tous les cas, les ouvrages seront réalisés en conformité avec les Normes, Décrets et Règlements en vigueur au moment de l'exécution.

III.2 Documents généraux de référence

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent C.C.T.P est soumis aux prescriptions des documents suivants :
Les textes applicables sont les suivants :

- Code de la construction et de l'habitation : art. L 271-4 et 5, art. R 271-1 à 5
- Code de la santé publique : art. L 1334-5 à 12, art. R 1334-10 à 12
- Décret 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au CREP
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement

III.3 Documents à fournir

Le titulaire devra établir tous les documents et études nécessaires à la réalisation de sa prestation, en particulier :

III.3.a Dossier d'exécution

Avant le début des travaux, le titulaire devra établir un plan d'organisation du chantier, qui précisera notamment :

- La localisation de la zone à traiter ;
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- Le nombre de travailleurs impliqués ;
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre, suivant la nature des matériaux contenant du plomb et de leur dangerosité ;
- Le programme de mesures de pollution surfacique (avant, pendant et après travaux), du ou des processus de mise en œuvre, selon la norme NF X46-032 ;
- Le programme des contrôles d'exposition atmosphérique
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;

- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement afin de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;

Ce plan sera transmis à l'Université de Bretagne Occidentale, au coordonnateur sécurité protection de la santé et au bureau de contrôle, pour information et approbation.

Le titulaire joindra à l'Université de Bretagne Occidentale, le ***certificat d'acceptation préalable des déchets dangereux***, précisant le nom de la société en charge de la réception et du stockage de ces déchets dangereux. Les **BSDD** seront réalisés au format électronique et stockés sur l'application « trackdéchets ».

Avant le début des travaux, le titulaire devra, également, transmettre pour approbation de l'Université de Bretagne Occidentale :

- les aménagements et protection de chantier qu'il envisage
- les plans de ces installations de chantier
- Le bilan des puissances électriques dont il aurait besoin, ainsi que ces besoins en fluides (eaux, etc...)
- les études et notes de calcul établies sur la base de la réglementation, des D.T.U, des règles de calcul et des normes applicables.

Le maître d'œuvre pourra lui demander toutes les justifications, documentations, échantillons, procès-verbaux d'essais qu'il jugera nécessaire

III.3.b Documents à tenir pendant la durée des travaux

Pendant la durée du chantier, le titulaire devra tenir à jour sur site, un registre de chantier contenant les documents suivants :

- Le plan d'organisation de chantier
- Les plans et schémas concernant l'implantation du chantier, les locaux et équipements traités
- Les rapports des repérages avant travaux
- Les notices d'utilisation des matériels (extracteur d'air, masques, etc...)
- Les registres de vérification des installations et des matériels
- Les fiches de données de sécurité des produits utilisés
- La liste des numéros de téléphone des services de secours
- Le registre du personnel présent sur le chantier et des éventuels visiteurs
- Le registre d'affectation et d'entretien des appareils de protection respiratoire
- Le registre des contrôles d'empoussièrement et de pollution surfacique, indiquant la nature et les dates des contrôles effectués pendant les travaux
- Le registre des déchets composés des documents d'acceptation préalable des déchets par les installations de traitement et les copies de tous les BSDD ajoutés sur l'application « tracksdéchets »
- ... et tous les documents dont la présence est nécessaire, conformément à la réglementation.

III.3.c Documents conformes à l'exécution

En fin de chantier, le titulaire établira un rapport final d'intervention contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux, en particulier :

- Le plan d'organisation de chantier et ces éventuels avenants
- Le journal du chantier
- Les résultats des différents contrôles et analyses
- Le PV de l'examen visuel des surfaces traitées, réalisé par un organisme agréé
- Les certificats d'acceptation préalable des déchets
- Les certificats d'élimination des déchets
- Un plan faisant apparaître la zone déplombée
- ... et tous les documents nécessaires suivant la réglementation

Les BSDD des déchets de plomb seront consultables sur l'application « trackdéchets »

III.4 Définition des prestations

III.4.a Prestations à la charge du titulaire

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire devra :

- L'établissement du plan d'organisation du chantier et de tous les autres documents mis à sa charge par les pièces du marché et la législation en vigueur
- L'installation de chantier, notamment la délimitation de l'emprise du chantier par une clôture adaptée à la zone d'intervention et la pose d'une signalisation selon la réglementation en vigueur, aux abords et accès du chantier.
L'ensemble de cette installation sera à replier en fin de chantier.

- Tous les travaux préparatoires au retrait du plomb, ceux-ci devront respecter les objectifs suivants :
 - assurer une installation de décontaminations, qui permet aux salariés de s'équiper et de se décontaminer dès les travaux préparatoires.
 - éviter d'exposer au plomb, pendant les travaux, les salariés intervenants sur le chantier et les usagers du site
 - délimiter et signaler, suivant la réglementation en vigueur, les zones dans lesquelles les mesures de protections sont à mettre en œuvre, suivant la nature des travaux
 - isoler la zone d'intervention (notamment neutralisation des différents réseaux passant dans la zone traitée : ventilation, eau, électricité, etc...)
 - ne pas contaminer les équipements et surfaces pendant la durée des travaux
 - faciliter le nettoyage après enlèvement du plomb

L'ensemble de ces travaux préparatoires seront décrits précisément dans le plan d'organisation du chantier, ainsi que les dispositions prises pour réaliser l'isolement, le calfeutrement et le confinement de la zone de travaux

- Réaliser l'ensemble des contrôles et analyses fixés par la réglementation en vigueur, avant le début des travaux, pendant les travaux et à la restitution des locaux.

Un programme définissant la fréquence, le type et les objectifs de résultat des contrôles et analyses d'empoussièrement et de pollution surfacique, sera transmis à l'Université.

- Réaliser tous les travaux de déplombage dans le respect de la réglementation en vigueur et suivant le mode opératoire adapté, au type de matériau contaminé

Ces travaux devront être réalisés en utilisant la solution technique, la mieux adaptée, ceci afin de limiter le plus possible les émissions de plomb pendant la prestation

- Evacuer tous les déchets produits pendant la réalisation des travaux de déplombage, au fur et mesure de leur production et les stocker dans une zone réglementée et sécurisée.

Préalablement à cet enlèvement, les déchets auront été triés, dans la zone confinée, afin d'éviter les mélanges des déchets et l'altération des conditionnements.

Les conditionnements devront être adaptés à la nature du déchet

- Eliminer ou stocker les déchets plombés dans des installations autorisées par la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, à réceptionner des déchets plombés.

- A la fin des travaux, des mesures par fluorescence X viendront compléter la vérification visuelle de la bonne exécution de ces travaux dans l'ensemble des locaux concernés.

Ces contrôles et analyses devront être réalisés par un organisme agréé

- Avant toute restitution et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, le titulaire effectuera toutes les mesures et analyses réglementaires nécessaires à la réalisation de ces opérations, notamment, les analyses surfaciques libératoires (test lingette) dans le respect de l'arrêté du 12 mai 2009.

Ces contrôles et analyses devront être réalisés par un organisme agréé

- Les prestations et frais non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète

des travaux.

III.4.b Restitution de la zone de chantier

Les installations de chantier, le matériel, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

Il assure également le nettoyage final "avant livraison" pour les travaux qui le concernent, sans pour autant se substituer au nettoyage propre à chaque corps d'état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

III.4.c Réception des travaux

La réception des travaux sera réalisée lorsque la mesure de première restitution sera conforme aux exigences réglementaires

Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter à la réception et de fournir les résultats des dernières analyses indiquant l'absence de plomb.

La réception comporte essentiellement :

- 1 - Le contrôle général de l'exécution de la prestation de déplombage.
- 2 - Le contrôle des différentes analyses, confirmant l'absence de plomb
- 3 - La vérification du nettoyage de la zone d'intervention et le repli de l'installation de chantier
- 4 - La mise à disposition du rapport final d'intervention défini à l'article III-3-c

La réception n'est prononcée qu'après remise par l'entreprise du rapport final d'intervention comme défini à l'article III-3-c

D'une manière générale, les conditions de réception des installations ainsi que les garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement des travaux, devront être conformes à la loi du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Présentation des offres – accord cadre

Le candidat devra transmettre dans son offre technique :

- Un mémoire technique avec notamment les thématiques suivantes :
 - o Présentation et organisation de l'entreprise (moyens humains et matériels, références de chantier, etc...)
 - o Organisation d'un chantier type de désamiantage et de déplombage
 - o Les démarches mises en œuvre pour la gestion de ses déchets et en matière de gestion de l'environnement, afin de limiter
- Un devis détaillé, le B.P.U. complété joint en **annexe 1** et un plan d'organisation de chantier, pour le chantier de désamiantage décrit dans **l'annexe 2**

Marché subséquent

V.1 Dossier de consultation

Pour chaque marché subséquent, un dossier de consultation sera établi par le pouvoir adjudicateur et comprendra, en particulier :

Localisation des travaux

Des plans de masse et des locaux concernés par les travaux seront transmis

Reconnaissance des travaux

Les extraits du DTA concernant les locaux concernés par les travaux.

Le Diagnostic amiante avant travaux (DAAT) réalisé par une société missionnée par l'Université

Ou, le repérage du plomb avant travaux réalisé par une société missionnée par l'Université

Connaissance des lieux

Pour chaque marché subséquent, une visite sur site sera réalisée pour permettre aux candidats, de prendre connaissance des informations suivantes :

- Lieu des travaux
- La position et de l'état de conservation des ouvrages
- Des difficultés éventuelles de manutention, d'évacuation des gravats, d'amenée des matériels et de l'outillage nécessaire, d'isolement de la zone en travaux, de stockage de certains matériels et matériaux, etc...
- Des accès au chantier, des itinéraires imposés dans l'enceinte de l'UBO et autres impératifs de circulation sur les voies publiques et privées.
- Des possibilités de stationnement et de giration des camions et engins,
- Des de nuisance vis-à-vis des tiers, des ouvrages voisins, etc...
- Des passages de réseaux, notamment, ceux à déposer et de ceux à conserver.
- Des contraintes d'alimentation des installations de chantier

Cette liste n'est pas limitative.

De la même façon, l'entreprise pourra effectuer à ses frais, muni de l'autorisation du Maître d'Ouvrage, toutes reconnaissances et sondages des ouvrages existants lui permettant de parfaire sa connaissance de la nature et de la composition des éléments de structure ou de remplissage qui sont voués à la démolition ainsi que ceux qui sont conservés.

V.2 Présentation des offres

Pour chaque marché subséquent, les candidats transmettront :

Un mémoire technique présentant notamment les moyens qui seront mis en œuvre sur le chantier, l'organisation du chantier et les installations de chantier prévus

Un planning prévisionnel détaillé avec les différentes phases (plan de retrait, confinement, travaux, mesures, etc...)

La date d'intervention possible, à partir de l'envoi du plan de retrait

Un devis détaillé indiquant notamment les prix unitaires de chaque partie ou sous-partie d'ouvrage, de prestations, etc.. ;

Et le cas échéant, les bordereaux quantitatifs estimatifs joints à la consultation, dument complétés des éléments suivants :

- Les quantités suivant les unités mentionnées dans le marché subséquent,
- Prix unitaires
- Prix par poste HT
- Prix total HT et TTC